



Assemblée générale

Distr. générale
16 juillet 2018
Français
Original : anglais

Soixante-treizième session

Point 75 a) de la liste préliminaire*

**Renforcement de la coordination de l'aide
humanitaire et des secours en cas de catastrophe
fournis par les organismes des Nations Unies,
y compris l'assistance économique spéciale :
renforcement de la coordination de l'aide
humanitaire d'urgence fournie par les organismes
des Nations Unies**

Fonds central pour les interventions d'urgence

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Conformément aux dispositions de la résolution [72/133](#) de l'Assemblée générale, on trouvera dans le présent rapport un compte rendu des activités menées dans le cadre du Fonds central pour les interventions d'urgence du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017. Pendant la période considérée, le Fonds a continué de jouer un rôle moteur dans l'action humanitaire et le Coordonnateur des secours d'urgence a approuvé le versement de 418,2 millions de dollars afin de financer 397 projets exécutés dans 36 pays. En outre, deux prêts d'un montant total de 42 millions de dollars ont été accordés par la composante prêts du Fonds. Au 31 décembre 2017, le Fonds avait reçu un montant 481,3 millions de dollars pour l'année ce qui devrait lui permettre de porter son financement annuel à 1 milliard de dollars, objectif approuvé par l'Assemblée dans sa résolution [71/127](#).

* [A/73/50](#).



I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi en application de la résolution [72/133](#) de l'Assemblée générale relative au renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport détaillé sur l'emploi des ressources du Fonds central pour les interventions d'urgence. Le rapport couvre la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017.

II. Vue d'ensemble des engagements de financement pris par le Fonds

2. En 2017, le Coordonnateur des secours d'urgence a approuvé des subventions d'un montant total de 418,2 millions de dollars pour financer des projets d'aide humanitaire menés dans 36 pays. Les sommes allouées par le guichet interventions d'urgence se sont élevées à 273,2 millions de dollars et celles allouées par le guichet financement insuffisant aux interventions d'urgence sous-financées à 145 millions de dollars. Le Coordonnateur a également approuvé deux prêts : 22 millions de dollars ont été versés à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en mars pour secourir les régions somaliennes touchées par la sécheresse, et 20 millions de dollars à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) pour répondre aux besoins alimentaires et de santé dans le Territoire palestinien occupé, en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne. Entre sa création en 2005 et la fin de l'année 2017, le Fonds a alloué 5 milliards de dollars à l'aide humanitaire dans 100 pays. Ces subventions sont accordées aux fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies, qui sont collectivement désignés sous l'appellation « organismes » dans le présent rapport.

Tableau 1

Subventions du Fonds central pour les interventions d'urgence entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017

(En dollars des États-Unis)

	<i>Guichet interventions d'urgence</i>	<i>Guichet financement insuffisant</i>	<i>Total</i>
Montant approuvé	273 182 581	145 026 099	418 208 680
Nombre de pays et territoires bénéficiaires	31	13	36 ^a
Nombre de projets financés	263	134	397

^a Certains pays ou territoires ont reçu des subventions des deux guichets de financement.

3. Conformément à la circulaire [ST/SGB/2010/5](#) du Secrétaire général, au moins deux tiers des montants alloués par le Fonds doivent être versés par son guichet interventions d'urgence. Les subventions de ce guichet permettent de répondre rapidement aux besoins humanitaires en finançant des activités essentielles et vitales dès le début d'une crise soudaine ou en cas de forte aggravation d'une situation d'urgence existante. Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017, le Fonds a alloué 273,2 millions de dollars à 31 pays par l'intermédiaire du guichet interventions d'urgence. Les pays qui ont ainsi reçu le plus de fonds étaient : l'Éthiopie (28,5 millions de dollars pour faire face à la sécheresse), la République démocratique du Congo (26,6 millions, en réponse à une situation de conflit), le Yémen

(25,6 millions, en réponse à une situation de conflit et à une épidémie), le Bangladesh et le Myanmar 24,2 millions, pour faire face respectivement à des catastrophes naturelles et à une situation de conflit dans l'État rakhine) et le Soudan du Sud (15,5 millions, pour une situation de conflit). Cinquante-sept pour cent des fonds destinés aux interventions rapides en 2017 ont été versés pour répondre aux besoins essentiels dans des situations de conflit. Les interventions en cas de catastrophes naturelles ont représenté 42 % du financement, dont 25 % pour les régions touchées par la sécheresse et 10 % pour celles frappées par des ouragans et des cyclones.

Tableau 2

Subventions du guichet interventions d'urgence par pays

(En dollars des États-Unis)

<i>Pays ou territoire</i>	<i>Somme totale allouée</i>
Angola	10 545 508
Antigua-et-Barbuda	2 154 461
Bangladesh	24 164 854
Burundi	3 500 011
Congo	4 371 548
Cuba	7 999 469
Dominique	3 011 838
Éthiopie	28 512 690
Iraq	10 000 001
Kenya	10 329 268
Libye	357 812
Madagascar	4 999 601
Mongolie	1 107 613
Mozambique	2 000 095
Myanmar	6 526 848
Népal	4 787 881
Nigéria	9 889 471
Pérou	5 167 962
Philippines	2 477 274
République centrafricaine	6 000 028
République démocratique du Congo	26 564 545
République populaire démocratique de Corée	6 351 013
Somalie	15 033 541
Soudan	15 456 560
Soudan du Sud	15 524 589
Sri Lanka	7 196 273
Tchad	3 561 841
Viet Nam	4 213 259
Yémen	25 553 107
Zimbabwe	1 585 201
Territoire palestinien occupé	4 238 419
Total	273 182 581

4. Jusqu'à un tiers des subventions du Fonds sont destinées aux situations d'urgence insuffisamment financées. Ces subventions, qui sont versées en deux tranches au cours de l'année, permettent aux partenaires de mener des activités d'une importance vitale dans des zones où le financement de l'aide humanitaire est très insuffisant. Cette approche permet de répondre à des besoins d'aide humanitaire essentiels et contribue à mettre en lumière l'insuffisance des financements, ainsi que les zones dont les donateurs se désintéressent peut-être. En 2017, le Coordonnateur des secours d'urgence a approuvé le versement par l'intermédiaire du guichet financement insuffisant de 145 millions de dollars, destinés à des activités humanitaires menées dans 13 pays. Près de 80 % de ces fonds ont servi à aider des personnes touchées par des conflits et des déplacements. Les pays qui ont reçu le plus de fonds pour faire face à des crises sont le Nigéria (22 millions de dollars pour aider les personnes déplacées, les rapatriés et les communautés d'accueil), la Somalie (18 millions de dollars pour faire face à une grave sécheresse), l'Ouganda (15 millions de dollars pour soutenir des réfugiés sud-soudanais) et le Soudan (14,2 millions de dollars pour venir en aide aux personnes déplacées, aux réfugiés et aux communautés d'accueil).

5. Au total, 100 millions de dollars ont été versés au cours de la première tranche en janvier et 45 millions de dollars au cours de la seconde tranche en août (voir tableau 3). La première tranche de fonds versés par le guichet financement insuffisant a permis de fournir une assistance vitale dans neuf pays. Pour couvrir les besoins résultant de déplacements provoqués par des conflits et de graves sécheresses, le Fonds a alloué 70 millions de dollars afin de porter secours à 2,2 millions de personnes déplacées au Cameroun, en Libye, au Mali, au Niger, au Nigéria et en Ouganda, et 24 millions de dollars pour apporter une aide humanitaire à 2,2 millions de personnes touchées par la sécheresse et l'insécurité alimentaire à Madagascar et en Somalie. Pour satisfaire aux besoins de près de 825 000 personnes en République populaire démocratique de Corée, 6 millions de dollars ont été décaissés en vue de réduire la mortalité maternelle ainsi que la mortalité et la morbidité chez les enfants de moins de 5 ans. Les subventions de la seconde tranche, d'un montant total de 45 millions de dollars, avaient pour objectif d'aider quatre pays (Afghanistan, République centrafricaine, Soudan et Tchad), en vue de porter secours à près de 1 million de personnes touchées par les conflits internes et l'insécurité dans les pays voisins, ainsi que des pays frappés régulièrement par des catastrophes naturelles. Les organismes des Nations Unies et leurs partenaires d'exécution locaux ont apporté leur soutien aux populations en fournissant, entre autres, des services de santé essentiels, une aide alimentaire et un accès à l'eau potable et aux services d'assainissement.

Tableau 3
Subventions du guichet financement insuffisant par pays

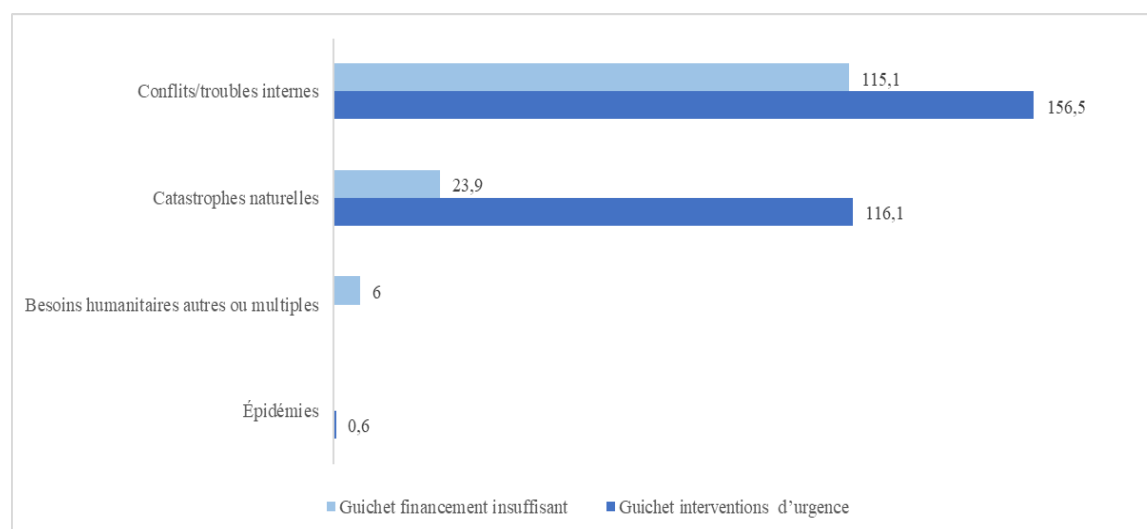
(En dollars des États-Unis)

<i>Pays</i>	<i>Première tranche</i>	<i>Seconde tranche</i>	<i>Total</i>
Afghanistan		9 996 905	9 996 905
Cameroun	10 005 413		10 005 413
Libye	5 997 815		5 997 815
Madagascar	5 960 822		5 960 822
Mali	6 905 824		6 905 824
Niger	10 058 848		10 058 848
Nigéria	21 997 157		21 997 157
Ouganda	14 986 704		14 986 704

<i>Pays</i>	<i>Première tranche</i>	<i>Seconde tranche</i>	<i>Total</i>
République centrafricaine		9 995 626	9 995 626
République populaire démocratique de Corée	5 996 745		5 996 745
Somalie	17 959 294		17 959 294
Soudan		14 169 983	14 169 983
Tchad		10 994 963	10 994 963
Total	99 868 622	45 157 477	145 026 099

Figure I
**Répartition des subventions du Fonds central pour les interventions d'urgence
par type de situation d'urgence en 2017**

(En millions de dollars des États-Unis)

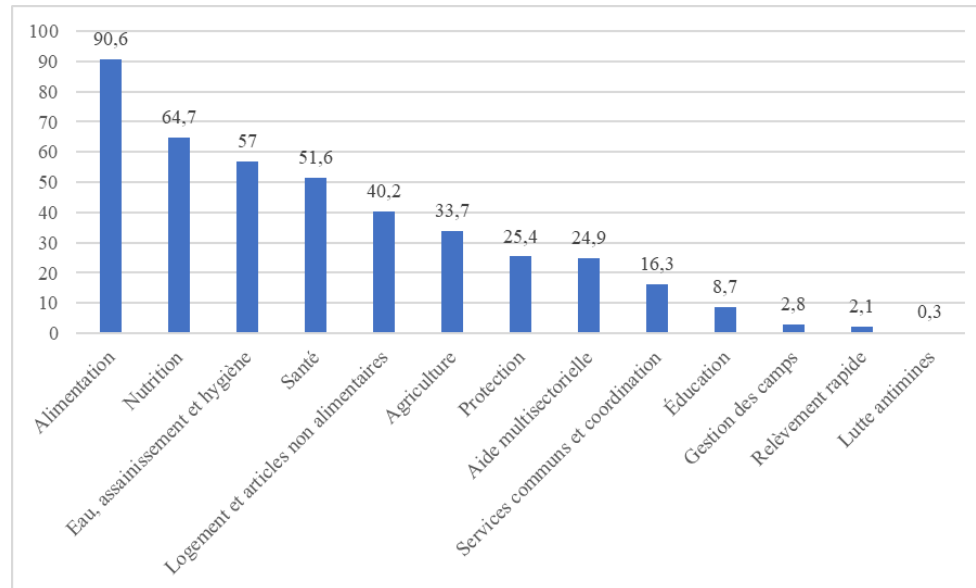


6. En 2017, les partenaires ont utilisé les ressources du Fonds pour aider des populations en proie à diverses situations d'urgence humanitaire. Un montant total de 271,6 millions de dollars, soit près de 65 % de l'ensemble des fonds versés, a été affecté à des projets d'aide aux personnes touchées par des conflits ou des troubles internes. Ce montant comprend les sommes versées par l'intermédiaire du guichet interventions d'urgence (115,1 millions de dollars) et du guichet financement insuffisant (156,5 millions de dollars). Les principaux bénéficiaires pour cause de conflits ou de troubles internes étaient le Nigéria (31,9 millions de dollars), le Soudan (29,6 millions), la République démocratique du Congo (26,6 millions) et le Yémen (25 millions).

7. Les crises découlant de conflits et ou de troubles internes ont constitué le principal domaine d'intervention du Fonds en 2017. Comme en 2016, les catastrophes climatiques ont été le deuxième. Un montant total de 140 millions de dollars a été alloué pour pallier les effets des phénomènes météorologiques, hydrologiques et climatiques. Le montant versé par le Fonds pour faire face à des catastrophes climatiques comprenait 91,7 millions de dollars pour soutenir les pays ravagés par la sécheresse, 19 millions pour répondre aux besoins résultant des inondations et 28,3 millions pour aider les populations touchées par des cyclones, des typhons et des ouragans. Le Fonds a alloué 1,1 million à la Mongolie qui a dû affronter des températures extrêmes.

Figure II
**Répartition des subventions du Fonds central pour les interventions
 d'urgence par secteur en 2017**

(En millions de dollars des États-Unis)



Note : Les services communs et les services de coordination couvrent les services aériens communs d'aide humanitaire, la logistique commune, les télécommunications communes et la sûreté et la sécurité du personnel et des opérations.

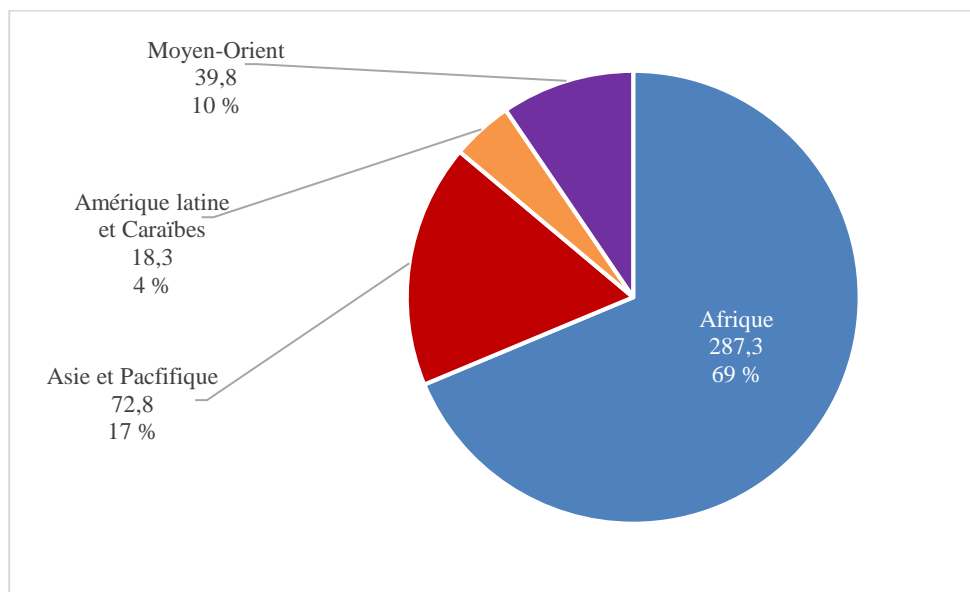
8. En 2017, la sécurité alimentaire a été le secteur le plus financé, recevant un peu plus d'un quart de l'ensemble des fonds alloués (soit 124,3 millions de dollars, dont 90,6 millions pour l'aide alimentaire et 33,7 millions pour l'élevage et l'agriculture). En outre, un montant de 64,7 millions de dollars a été affecté à l'assistance nutritionnelle, ce qui porte le montant total des subventions au titre de la sécurité alimentaire et de la nutrition à 188,9 millions de dollars, soit 45 % du financement accordé par le Fonds, ce qui représente 7 % de plus qu'en 2016.

9. En 2017, un montant total de 57 millions de dollars a été alloué à des interventions humanitaires menées dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Sur ce montant, environ 28,1 millions de dollars ont été affectés à des situations de crises dues aux conflits et 28,9 millions à des interventions liées au climat.

10. En 2017, un montant de 51,6 millions de dollars a été alloué aux interventions dans le domaine de la santé, dont 34,2 millions aux crises dues à des conflits et 15,2 millions à des crises résultant de catastrophes climatiques.

Figure III
Répartition des subventions du Fonds central pour les interventions d'urgence par région en 2017

(En millions de dollars des États-Unis et en pourcentage)



11. En 2017, les interventions humanitaires menées en Afrique afin de répondre aux importants besoins dus principalement aux conflits et aux effets des changements climatiques ont de nouveau représenté la part la plus importante du financement. Un montant total de 287,3 millions de dollars a été affecté aux besoins humanitaires du continent, ce qui représente 68,7 % de l'ensemble des dotations de l'année, soit une légère hausse par rapport à 2016 (67,3 %). Il visait principalement à répondre aux besoins créés par des conflits ou des troubles internes (196,5 millions de dollars), mais aussi aux situations d'urgence liées au climat (90,7 millions de dollars), en particulier à la sécheresse. Sur le montant total alloué aux interventions menées en Afrique, 124,3 millions de dollars, soit 43 % des fonds affectés à la région, étaient destinés à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Une enveloppe de 36,2 millions de dollars, soit 13 % des fonds, a été consacrée aux interventions sanitaires et 23 millions de dollars au logement.

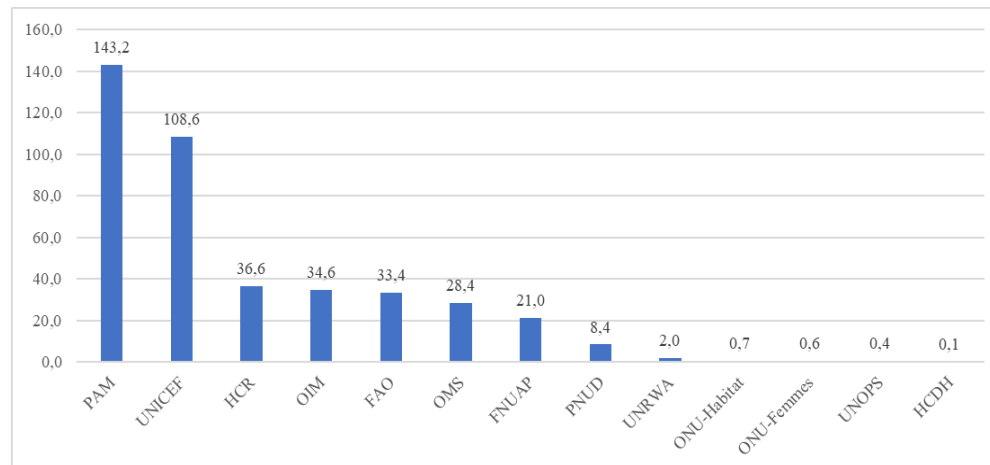
12. En 2017, un montant total de 72,8 millions de dollars a été alloué aux besoins humanitaires en Asie et dans le Pacifique, contre 57,8 millions en 2016. Près de 43 % (soit 31 millions de dollars) des ressources allouées en 2017 à la région devaient couvrir des besoins liés au climat et 49 % (35,8 millions de dollars) des besoins résultant de conflits et de troubles internes en Afghanistan, au Bangladesh, au Myanmar et aux Philippines.

13. En 2017, pour la première fois, des organismes des Nations Unies à Antigua-et-Barbuda et en Dominique ont reçu des fonds après le passage de plusieurs ouragans. Des subventions d'un montant de 18,3 millions de dollars ont été affectées à des projets menés en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui visaient tous à remédier aux conséquences de catastrophes naturelles, à savoir l'ouragan Irma dans le cas de Cuba et d'Antigua-et-Barbuda (août/septembre) et l'ouragan Maria en Dominique (septembre/octobre). Des fonds ont été consacrés aux opérations humanitaires au Pérou, frappé par des inondations et des glissements de terrain causés par de fortes pluies.

14. En 2017, le Fonds a alloué près de 40 millions de dollars pour des interventions humanitaires dans la région du Moyen-Orient (Iraq, Yémen et Territoire palestinien occupé), contre 58 millions en 2016. Dans cette région, ces fonds ont principalement permis de fournir des produits essentiels aux personnes déplacées ainsi qu'aux personnes touchées par le choléra au Yémen.

Figure IV
Répartition des subventions du Fonds central pour les interventions d'urgence par organisme en 2017

(En millions de dollars des États-Unis)



Abréviations : FAO = Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; FNUAP = Fonds des Nations Unies pour la population ; HCDH = Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ; HCR = Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; OIM = Organisation internationale pour les migrations ; OMS = Organisation mondiale de la Santé ; ONU-Femmes = Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; ONU-Habitat = Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; PAM = Programme alimentaire mondial ; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement ; UNICEF = Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNOPS = Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ; UNRWA = Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

15. Les principaux organismes bénéficiaires ont été le Programme alimentaire mondial (PAM) (143,2 millions de dollars pour 63 projets dans 30 pays), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) (108,6 millions de dollars pour 111 projets dans 33 pays) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (36,6 millions de dollars pour 32 projets dans 16 pays).

16. En application de la résolution 66/119 de l'Assemblée générale, le Fonds dispose d'une composante prêts de 30 millions de dollars devant lui permettre d'accorder des prêts aux organismes répondant aux conditions requises en attendant qu'ils mobilisent les ressources nécessaires. En mars 2017, le Fonds a accordé un prêt de 22 millions de dollars à la FAO pour venir en aide aux régions somaliennes frappée par la sécheresse. Grâce à ces fonds, la FAO a pu agir immédiatement pour sauver la vie et les moyens de subsistance d'agriculteurs et d'éleveurs en attendant de recevoir des ressources supplémentaires des donateurs. Le Fonds a également prêté 20 millions de dollars à l'UNRWA pour répondre aux besoins alimentaires et en matière de santé des populations en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne et dans le Territoire palestinien occupé. Outre les deux prêts accordés en 2017, un prêt de 4 millions de dollars à l'UNICEF avait été approuvé en 2016 .

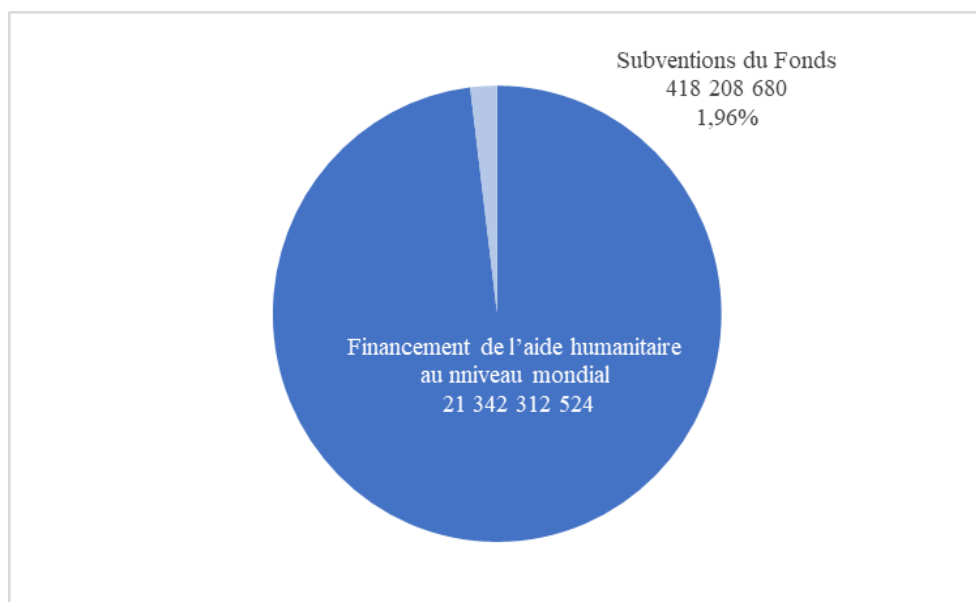
III. Utilisation du Fonds

17. En 2017, plus de 130 millions de personnes ont été touchées par des crises humanitaires et la plupart d'entre elles ont également souffert des conflits et des catastrophes naturelles. Le financement de l'aide humanitaire a atteint 21,3 milliards de dollars au niveau mondial, les décaissements du Fonds représentant 1,96 % de ce montant (voir fig. V).

Figure V

Subventions du Fonds central pour les interventions d'urgence en pourcentage du financement de l'aide humanitaire à l'échelle mondiale en 2017

(En dollars des États-Unis et en pourcentage)



Source : Service de surveillance financière du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

18. En 2017, le Fonds a continué de répondre aux besoins les plus pressants des personnes en situation de crise. Son avantage inégalé tient au fait que le Coordonnateur des secours d'urgence peut hiérarchiser les activités d'assistance en fonction des besoins les plus importants du moment. Afin que la priorité soit accordée aux personnes qui sont le plus en difficulté, les coordonnateurs résidents et les coordonnateurs de l'action humanitaire doivent mener des activités conjointes de planification et de hiérarchisation, en collaboration avec les équipes de pays et d'autres partenaires. Cette approche renforce les processus communs d'évaluation des besoins et de planification afin de garantir que l'utilisation des ressources du Fonds soit, dans toutes les situations d'urgence, plus stratégique et fondée sur des principes humanitaires.

19. En plus de répondre directement à des besoins humanitaires urgents, les dotations du Fonds contribuent également à mettre en lumière des crises nouvelles ou récentes et à attirer l'attention sur des situations dans lesquelles le financement de l'action humanitaire fait cruellement défaut.

A. Crises dues à des conflits ou crises de longue durée

20. Les conflits figurent parmi les causes principales des crises humanitaires et 65 % (soit 271,6 millions de dollars) des dotations du Fonds en 2017 ont servi à faire face à des situations de conflit et de troubles internes. Le Fonds a continué de répondre aux besoins humanitaires en République démocratique du Congo, où sévit l'une des crises humanitaires les plus complexes et les plus longues au monde. Au début de 2017, les violences intercommunautaires dans les provinces du Tanganyika et du Kasai se sont fortement intensifiées, entraînant le déplacement de centaines de milliers de personnes à l'intérieur du pays et vers les pays voisins. La situation s'est détériorée tout au long de l'année et a été envenimée par la montée de l'insécurité alimentaire et la propagation de l'épidémie de choléra. En outre, l'aggravation du conflit en République centrafricaine a forcé des milliers de personnes à fuir la violence et à chercher refuge en République démocratique du Congo.

21. En février, le Fonds a alloué la somme de 9,6 millions de dollars aux acteurs humanitaires en République démocratique du Congo pour renforcer les interventions visant à aider 213 055 personnes dans les provinces du Tanganyika et du Kasai. Un montant supplémentaire de 14 millions de dollars a été versé en septembre afin de fournir une aide humanitaire d'urgence à près de 810 000 personnes du fait de la grave détérioration de la situation dans les zones touchées par la violence dans la province du Kasai. Le Fonds a également alloué 3 millions de dollars pour porter secours à presque 100 000 réfugiés centrafricains les plus vulnérables. Au total, il a versé 26,6 millions de dollars pour aider 1,1 million de personnes concernées par le conflit et les déplacements de population en République démocratique du Congo.

22. Depuis que le conflit au Yémen s'est intensifié en mars 2015, la population yéménite continue de souffrir des hostilités et du fort déclin économique. En 2017, 45 % des établissements de santé du pays ne fonctionnaient pas, et 10,4 millions de personnes n'avaient pas accès aux services de santé, à l'eau potable et aux services d'assainissement et étaient exposés à des maladies contagieuses telles que le choléra. La sécurité alimentaire et la qualité de la nutrition se sont rapidement dégradées à mesure que les habitants perdaient leurs moyens de subsistance du fait du conflit et qu'ils ne pouvaient plus acheter de nourriture, de sorte qu'il a été difficile pour beaucoup de satisfaire leurs besoins essentiels en matière d'alimentation et de nutrition.

23. En mai, afin d'atténuer les premiers effets d'un début de famine au Yémen, le Fonds a décaissé 25 millions de dollars afin d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition de quelque 2 millions de personnes et de financer des services logistiques, des services de coordination et des services d'appui. En outre, en juillet, le Fonds a alloué un montant de 600 000 dollars à l'acheminement de matériel de secours supplémentaire pour combattre l'épidémie de choléra.

24. Au Myanmar, la crise humanitaire causée par l'escalade de la violence dans l'État rakhine a déclenché la crise de réfugiés dont l'évolution a été la plus rapide dans le monde en 2017. Elle a entraîné des souffrances d'une ampleur catastrophique, avec des centaines de milliers de personnes fuyant vers le Bangladesh, pays voisin. La plupart des réfugiés sont arrivés dans des camps de fortune ou officiels, surpeuplés et manquant de ressources.

25. En septembre, le Fonds a versé 7 millions de dollars pour appuyer des interventions urgentes au Bangladesh et aider 72 110 nouveaux arrivants parmi les plus vulnérables. Des fonds ont été alloués à des secteurs prioritaires, à savoir la protection, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la santé et le logement. Face à l'aggravation de la crise, le Fonds a décaissé un montant supplémentaire de 12 millions de dollars en octobre afin d'intensifier des

interventions vitales à l'intention de 196 000 réfugiés. Au total, en 2017, il a accordé 19 millions de dollars à l'action humanitaire lancée en réponse à la crise des réfugiés Rohingya.

B. Catastrophes naturelles

26. En 2017, le Fonds a apporté son aide à la suite de plusieurs phénomènes météorologiques extrêmes, les crises climatiques représentant 33 % (soit 140 millions de dollars) des fonds versés au cours de cette année. Le 6 septembre, l'ouragan Irma, classé en catégorie 5, soit le plus puissant jamais enregistré dans l'Atlantique, a frappé Antigua-et-Barbuda détruisant plus de 90 % des logements à Barbuda et laissant l'île inhabitable. Le 8 septembre, il a survolé Cuba, entraînant l'évacuation de 2 millions de personnes. Selon les estimations, 200 000 habitations ont été gravement endommagées, tout comme des établissements de santé et des établissements scolaires.

27. Après le passage de l'ouragan Irma, afin de répondre aux besoins urgents à Cuba, à Antigua-et-Barbuda et dans d'autres îles des Caraïbes orientales, le Fonds a débloqué 10,2 millions de dollars en faveur de l'action humanitaire pour donner une impulsion aux efforts de secours et appuyer l'intervention régionale. Une subvention de 8 millions de dollars à Cuba a aidé à fournir des abris d'urgence, une aide alimentaire, un soutien à l'agriculture et aux moyens de subsistance, de l'eau potable et des services d'assainissement, des soins de santé et une aide dans le domaine de l'éducation à une population estimée à 558 801 personnes. En versant 2,2 millions de dollars pour appuyer l'action régionale à Antigua-et-Barbuda et dans d'autres îles des Caraïbes orientales, le Fonds a aidé les organismes des Nations Unies à fournir des abris et une protection aux personnes déplacées, à veiller à ce que l'éducation de base puisse reprendre et à rétablir les moyens de subsistance grâce à des programmes travail contre rémunération. Ces ressources devaient bénéficier à 42 229 personnes. Le Fonds a également accordé une subvention au PAM au titre de l'appui logistique pour une opération humanitaire couvrant plusieurs îles des Caraïbes.

28. Le 18 septembre, l'ouragan Maria, autre tempête de catégorie 5, a causé d'importants dégâts en Dominique, l'un des pays les plus pauvres des Caraïbes. Les 71 293 personnes qui habitaient l'île ont toutes été touchées, dont 65 000 directement, que ce soit en termes de logement ou de moyens de subsistance. Le versement en octobre d'un montant de 3 millions de dollars a été essentiel pour rétablir les services de santé et d'éducation, garantir l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement, renforcer la prévention et le contrôle des épidémies et fournir de la nourriture, des espèces, des matériaux de construction d'abris, un appui aux moyens de subsistance et des services de protection. Au total, le Fonds a décaissé 13,2 millions de dollars afin de répondre aux besoins de plus de 670 000 personnes touchées par les ouragans Irma et Maria.

29. Dans la Corne de l'Afrique, frappée par l'une des pires sécheresses de ces dernières décennies, plus de 14 millions de personnes vivant en Éthiopie, au Kenya et en Somalie nécessitaient une aide alimentaire d'urgence. La région a souffert dans l'ensemble de mauvaises récoltes, du niveau de végétation le plus bas jamais enregistré, de la perte de nombreuses têtes de bétail et de la faiblesse des ressources en eau. En Éthiopie, des millions de personnes ont eu besoin d'une aide alimentaire en raison d'une succession de saisons des pluies peu abondantes, d'une pénurie d'eau et de la propagation de maladies.

30. En février, le Fonds a déboursé 18,5 millions de dollars pour qu'une action humanitaire puisse être lancée d'urgence en Éthiopie. Cette subvention devait permettre d'aider 785 000 personnes touchées par la sécheresse grâce à des activités

dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de la santé, de la nutrition, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. En août, un montant supplémentaire de 10 millions de dollars a été alloué à l'intention de 376 055 personnes dans le besoin pour stabiliser la situation en matière de nutrition et réduire les niveaux de malnutrition.

31. En Somalie, des efforts conjoints ont été nécessaires pour permettre la poursuite de programmes insuffisamment financés et éviter une famine dans les zones les plus touchées par la sécheresse. Des fonds ont dû être versés pour financer des interventions vitales dès le début de la crise. En février, par l'intermédiaire du guichet financement insuffisant, le Fonds a alloué 18 millions de dollars à la Somalie pour aider à couvrir les besoins de 1,3 million de personnes concernées par la sécheresse. Il a fourni un appui dans les domaines suivants : eau, assainissement et hygiène, logement, articles non alimentaires, logistique, sécurité alimentaire, santé, nutrition, protection et éducation. En avril, il a versé un montant supplémentaire de 15 millions de dollars par l'intermédiaire du guichet interventions d'urgence face aux déplacements liés à la sécheresse, qui ont presque doublé en Somalie entre janvier et février. Cette subvention visait à financer des services en matière de santé, de nutrition, d'eau, d'assainissement et d'hygiène destinés à 352 592 personnes. Dans l'ensemble, le Fonds a alloué 33 millions de dollars en 2017 en réponse à la crise humanitaire que traverse la Somalie. Comme indiqué plus haut, il a également accordé un prêt de 22 millions de dollars à la FAO pour qu'elle puisse intervenir dans les régions somaliennes touchées par la sécheresse.

32. Le Fonds a été l'un des premiers à réagir aux signes avant-coureurs de famine dans le nord-est du Nigéria, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen. Il a débloqué 128 millions de dollars pour appuyer les principales activités d'intervention rapide et de prévention de la famine, devenant dans les premières phases de l'action humanitaire l'une des plus importantes sources de financement pour les quatre pays touchés. Le Fonds et les fonds de financement commun ont alloué au total 379 millions de dollars de façon concertée, montant qui a été essentiel pour intensifier l'action humanitaire d'urgence dans ces quatre pays au premier semestre de 2017.

C. Réponse du Fonds à la crise mondiale actuelle liée aux déplacements de population

33. La crise mondiale liée aux déplacements de population s'est poursuivie en 2017, de plus en plus de personnes étant contraintes de quitter leur foyer. Au Soudan du Sud, environ 4 millions de personnes avaient fui leurs foyers depuis 2013. De nouveaux affrontements en 2017 ont causé des déplacements de population supplémentaires et l'insécurité alimentaire et la malnutrition ont atteint des niveaux sans précédent. Les moyens de subsistance ont été anéantis, le bétail volé ou tué et les récoltes détruites ou retardées à cause de la violence, des déplacements et de conditions météorologiques défavorables. Des maladies transmissibles se sont propagées et l'accès en toute sécurité à l'hygiène et à l'eau salubre a été compromis en raison des déplacements répétés et des dégâts causés aux infrastructures de base. En mai, le Fonds a déboursé 15,5 millions de dollars à l'intention du Soudan du Sud afin de répondre aux besoins de 368 958 personnes touchées par la crise, dont 221 375 personnes déplacées. Ces ressources ont permis d'améliorer la coordination et la gestion des camps, la logistique et les services en matière de santé, de nutrition, de protection, d'éducation, de sécurité alimentaire, de logement, d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène.

34. Au Soudan, le Fonds a alloué 10 millions de dollars pour aider l'équipe de pays pour l'action humanitaire à répondre aux besoins de 60 000 nouveaux réfugiés sud-soudanais. Il a financé la création d'un centre d'accueil et l'élargissement des services vitaux grâce à l'expansion des deux sites d'accueil de réfugiés.

35. Le Fonds a versé 15 millions de dollars en avril afin de maintenir et d'améliorer des services vitaux pour les réfugiés sud-soudanais en Ouganda, et de mettre en place des services pour les nouveaux arrivants. Cette intervention visait 881 555 personnes, dont 203 436 Ougandais membres de la communauté d'accueil. Elle couvrait les domaines suivants : protection, lutte contre la violence sexuelle et sexiste, santé, sécurité alimentaire, relèvement rapide, approvisionnement en eau, assainissement, hygiène et assistance multisectorielle aux réfugiés.

36. En 2017, les pays du bassin du lac Tchad ont continué de faire face à des situations d'urgence humanitaire complexes et prolongées liées aux déplacements de population. Environ 17 millions de personnes dans l'extrême nord du Cameroun, l'ouest du Tchad, le sud-est du Niger et le nord-est du Nigéria vivaient dans des zones touchées par la crise. En février, 10,7 millions de personnes avaient besoin d'une assistance, plus de 2,3 millions étaient déplacées, 7,1 millions étaient en situation d'insécurité alimentaire et 515 000 enfants souffraient de malnutrition aiguë sévère.

37. Le Fonds a fourni 22 millions de dollars au Nigéria pour appuyer des interventions vitales, ce qui a permis de mener des activités, ciblant 2,6 millions de personnes déplacées et des communautés d'accueil, dans les domaines suivants : éducation, sécurité alimentaire, santé, nutrition, protection, logement, eau, assainissement et hygiène. En outre, en juillet, le Fonds a alloué 10 millions de dollars au Nigéria pour appuyer les centres humanitaires où des intervenants de première ligne pourraient établir une présence humanitaire permanente et sûre. Au Cameroun, le Fonds a apporté une contribution de 10 millions de dollars pour aider 270 000 nouvelles personnes déplacées touchées par les attaques de Boko Haram. Au Niger, il a consacré 10 millions de dollars au rétablissement des services de base interrompus par les conflits afin de desservir 250 000 réfugiés, rapatriés et déplacés et des membres de la communauté d'accueil. Au Tchad, il a affecté 4 millions de dollars à la fourniture de nourriture et de services de santé et de protection pour 40 000 rapatriés vulnérables, et 11 millions de dollars pour appuyer 72 559 Tchadiens rapatriés, 16 937 réfugiés centrafricains et 56 060 membres de la communauté d'accueil.

IV. Gestion et administration du Fonds

Groupe consultatif pour le Fonds central pour les interventions d'urgence

38. Le Groupe consultatif pour le Fonds central pour les interventions d'urgence a été créé en application de la résolution 60/124 de l'Assemblée générale, qui l'a chargé de conseiller le Secrétaire général, par l'intermédiaire du Coordonnateur des secours d'urgence, sur l'utilisation et l'impact du Fonds. Afin de renforcer le Groupe consultatif et de garantir une plus grande diversité parmi ses membres, le Secrétaire général a augmenté sa composition en 2017 en la portant de 18 à 21 membres. Au cours de l'année, le Groupe s'est réuni en mai et en octobre. À l'occasion de sa réunion de mai, il a examiné des initiatives visant à augmenter les contributions versées au Fonds (solutions de financement novatrices, financement par le secteur privé), la possibilité d'augmenter les sommes allouées par le Fonds à l'appui de l'intervention rapide, ainsi que le lancement du premier rapport annuel présentant les résultats obtenus grâce aux ressources du Fonds pendant une année complète. À l'occasion de sa réunion d'octobre, il a examiné les mesures visant à renforcer davantage le Fonds, améliorer l'intervention rapide et élargir la base de donateurs du Fonds.

Portée, à l'échelle mondiale, des partenariats du Fonds

39. Le Fonds est chargé de verser des subventions aux organismes des Nations Unies uniquement, mais bon nombre de celles-ci sont utilisées dans le cadre de partenariats avec des organisations non gouvernementales, les gouvernements des pays hôtes et les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

40. Sur les 438,9 millions de dollars que le Fonds a alloués en 2016 (année la plus récente pour laquelle des données sur les partenariats sont disponibles)¹ au titre des subventions, un total de 115 millions de dollars de subventions indirectes aurait été redistribué par les organismes des Nations Unies destinataires à 589 partenaires d'exécution répartis dans 45 pays. Grâce à ce vaste réseau de partenariats, les subventions ont une portée mondiale sans précédent, qui serait difficile à atteindre dans le cadre d'accords de financement direct avec les donateurs.

41. En 2016, les subventions indirectes représentaient 26 % de l'ensemble des financements versés par le Fonds. Ce chiffre ne tient pas compte du montant des accords en nature avec les partenaires.

42. La majorité des organismes qui ont bénéficié des financements alloués en 2016 par le Fonds au titre des subventions indirectes étaient des partenaires nationaux et locaux, dont 229 organisations non gouvernementales (ONG) nationales ou locales, 216 partenaires gouvernementaux et 19 sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Les 125 autres partenaires étaient des ONG internationales. Les principaux bénéficiaires des subventions indirectes étaient l'UNICEF (44 millions de dollars), le HCR (33 millions de dollars) et le PAM (9,7 millions de dollars).

Suivi

43. En 2016, le Fonds a établi une note d'orientation sur le suivi, à l'échelle nationale, de l'utilisation des subventions qu'il a accordées. Il y précise les rôles et responsabilités de chacun s'agissant de suivre l'utilisation des subventions et de veiller à ce que les coordonnateurs résidents/coordonnateurs de l'action humanitaire disposent d'informations pertinentes et en temps voulu. La note a été élaborée pour faire suite aux demandes des partenaires sur le terrain intervenant dans les opérations du Fonds et conformément aux recommandations issues de plusieurs audits et évaluations relatives au Fonds, notamment les audits réalisés par le Bureau des Services de contrôle interne du Secrétariat.

44. Le Fonds a également créé un modèle provisoire d'établissement de comptes rendus actualisés de projets, en vue de faciliter l'échange d'informations au niveau des pays et grâce auquel les coordonnateurs résidents/coordonnateurs de l'action humanitaire et d'autres acteurs humanitaires présents dans chaque pays seront tenus informés de la mise en œuvre des projets financés par le Fonds.

45. La note d'orientation et le modèle provisoire sont transmis à tous les coordonnateurs résidents/coordonnateurs de l'action humanitaire lors de l'approbation de chaque subvention et décaissement du Fonds. Compte tenu du retour positif reçu concernant l'utilité du modèle provisoire, ainsi que des observations formulées lors des audits réalisés sur le terrain, l'utilisation du modèle est devenue obligatoire à la fin de 2017.

¹ Les subventions versées sont utilisées dans un délai de six à neuf mois et des rapports décrivant leur utilisation doivent être soumis dans les trois mois qui suivent. Ainsi, les fonds alloués vers la fin de l'année 2016 ont été utilisés jusqu'au quatrième trimestre de 2017 et ont fait l'objet d'un rapport à la fin de l'année 2017. Les informations sur les partenariats pour l'utilisation des fonds de 2016 ont ensuite été compilées au cours du premier trimestre de 2018.

Transparence

46. La transparence est la pierre angulaire du principe de responsabilité, ce qui en fait l'une des principales priorités pour le secrétariat du Fonds. Le Fonds publie toutes les décisions relatives aux subventions en temps réel sur son site Web et sur les sites Web du Service de surveillance financière, de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide et de Humanitarian Data Exchange. En outre, le Fonds contrôle et publie des informations sur le « deuxième niveau » de l'utilisation des subventions, qui correspond aux subventions versées par les organismes des Nations Unies destinataires à leurs partenaires d'exécution, ce qui permet la pleine transparence du financement, depuis les décisions relatives aux subventions jusqu'aux services de première ligne.

47. Le Fonds publie également les méthodes utilisées pour les décisions relatives aux subventions, les résumés des procédures de sélection des pays bénéficiaires du guichet financement insuffisant, des rapports décrivant l'utilisation des financements et un rapport global présentant les résultats obtenus. Ces publications et les données en temps réel relatives aux subventions permettent d'assurer la pleine transparence des opérations du Fonds.

48. Comme indiqué au paragraphe 38 ci-dessus, le Fonds a publié en 2017 son premier rapport global sur les résultats. Le rapport contient des informations clés sur les bénéficiaires de l'aide, une analyse de la valeur ajoutée stratégique du Fonds, des informations sur les partenariats de mise en œuvre du financement et des récapitulatifs de tous les résultats obtenus au moyen des ressources du Fonds en 2016. C'est grâce aux importants progrès accomplis dans le cadre du développement du système de gestion des ressources du Fonds et du référentiel de données de base qu'il a été possible de regrouper les informations complexes sur les résultats figurant dans le rapport.

Gestion des risques

49. En 2017, le Fonds a continué de suivre et communiquer les informations relatives à d'éventuels cas de fraude liés à ses financements. Conformément à ses directives et à ses procédures opératoires standard en matière de communication, le secrétariat a continué d'assurer la liaison avec les organismes et les donateurs concernant des cas de fraude qui auraient eu lieu en 2017.

50. En 2017, trois cas potentiels d'utilisation frauduleuse des financements dans le cadre de projets subventionnés par le Fonds ont été signalés au secrétariat. La communication des informations et le suivi des dossiers ont été effectués en conformité avec les directives et les procédures opératoires standard. Sur la base d'éléments de preuve recueillis lors d'une enquête, les allégations ont été confirmées dans un des trois cas, le Fonds ayant été exposé à un risque de perte d'une valeur estimée à 2 647 dollars. Les enquêtes sur les deux autres affaires suivent leurs cours.

Rapports établis par les coordonnateurs résidents/coordonnateurs de l'action humanitaire

51. En 2016, année la plus récente pour laquelle de telles données sont disponibles, le Fonds a contribué à sauver la vie de millions de personnes, dont 54 % de femmes et de filles. La proportion de femmes et de filles bénéficiant d'un appui était encore plus élevée dans certains domaines, comme la nutrition, où elle a atteint 68 %. Parmi les personnes ayant bénéficié de l'assistance alimentaire du Fonds, 57 % étaient des enfants.

52. On estime qu'environ la moitié des personnes ayant bénéficié des ressources allouées par le Fonds en 2016 étaient des réfugiés, des déplacés ou des membres des communautés d'accueil, répartis dans 32 pays.

53. Grâce aux subventions allouées en 2016 :

- 15,8 millions de personnes ont eu accès à des soins de santé ;
- 4,2 millions de personnes ont reçu de la nourriture ;
- 3,9 millions de personnes ont bénéficié d'une assistance relative à l'eau et à l'assainissement ;
- 3 millions de personnes ont bénéficié d'interventions de protection ;
- 2,7 millions de personnes ont vu leur sécurité alimentaire s'améliorer grâce à l'assistance apportée au secteur agricole ;
- 2,1 millions de personnes ont reçu une aide à l'hébergement ou des articles de secours de base ;
- 1,8 millions de personnes ont reçu un soutien nutritionnel ;
- De nombreuses personnes ont en outre bénéficié d'interventions relatives à l'administration des camps, d'assistance en matière d'éducation, de services relatifs à la lutte antimines et d'un appui multisectoriel.

54. Le Fonds apporte une réelle valeur stratégique qui vient compléter son intérêt en tant que source de financements humanitaires. Interrogés sur la valeur ajoutée stratégique des financements que le Fonds a versés en 2016, 84 % des coordonnateurs résidents/coordonnateurs de l'action humanitaire ont déclaré que les subventions avaient contribué à l'acheminement rapide de l'aide, les 16 % restant ayant estimé qu'elles n'avaient eu qu'une incidence partielle sur la mise en œuvre rapide de l'action humanitaire. Au total, 93 % des coordonnateurs ont déclaré que lesdites ressources avaient contribué à répondre à des besoins humanitaires très urgents, 97 % ont estimé qu'elles avaient permis d'améliorer la coordination au sein de la communauté humanitaire et 74 % ont indiqué que le Fonds avait pu accroître la mobilisation de ressources provenant d'autres sources.

Mobilisation en faveur de la formation

55. En 2017, le secrétariat du Fonds a continué de dispenser son programme de formation sur la manière d'utiliser le Fonds de manière plus stratégique. Les ateliers et webinaires interactifs prévus dans le programme ciblaient les principaux participants aux activités du Fonds, notamment le personnel de terrain des organismes des Nations Unies et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le personnel du Siège. Ils fournissaient aux participants des outils pouvant les aider à surmonter les difficultés rencontrées pour assurer l'utilisation stratégique des fonds, tout en donnant la priorité aux situations humanitaires les plus urgentes. Le Fonds a organisé sept webinaires à l'intention du personnel de terrain et deux sessions au Siège à l'intention de parties prenantes contribuant au fonctionnement du Fonds sur le terrain. Grâce à ces activités, les équipes de pays pour l'action humanitaire ont été en mesure de présenter des demandes de fonds plus précises et mieux coordonnées. En 2018, le Fonds privilégiera les ateliers sur le terrain tout en continuant d'organiser des séances de formation et des webinaires au Siège.

Examens du Fonds par pays

56. Afin de garantir au Coordonnateur des secours d'urgence et aux parties prenantes du Fonds l'obtention de résultats, le secrétariat du Fonds demande chaque année des examens indépendants de la contribution de celui-ci aux interventions humanitaires dans certains pays ou certaines régions.

57. En 2017, le secrétariat a engagé des consultants indépendants pour évaluer la valeur ajoutée du Fonds dans le cadre des interventions humanitaires faisant suite au phénomène El Niño. Le Fonds a fourni environ 119 millions de dollars pour financer des activités liées au phénomène El Niño dans 19 pays en 2015-2016.

58. L'examen a donné lieu à des visites sur le terrain afin d'étudier les subventions du Fonds dans sept pays et trois centres régionaux. Le rapport d'examen a été publié en mars 2018. En plus de mettre l'accent sur le bien-fondé, l'efficacité et la valeur ajoutée du Fonds lors de son intervention suite au phénomène El Niño, l'examen a également permis de recenser les enseignements à tirer de cette expérience pour améliorer le rôle potentiel du Fonds dans l'appui aux interventions rapides, en particulier lors de crises à évolution lente. La principale recommandation issue de l'examen est que le Fonds devrait financer systématiquement les interventions rapides dès lors que le degré de certitude de l'alerte rapide est relativement élevé. L'examen a également permis d'établir qu'investir dans les capacités du Fonds à financer des interventions rapides était conforme à son objectif primordial consistant à sauver des vies et donc à appuyer les « interventions réalisées en urgence maximale ». Ces résultats contribueront à éclairer les consultations avec les partenaires et les travaux en cours afin de recenser d'éventuels changements opérationnels et stratégiques pour le Fonds dans le cadre du nouvel objectif de financement de 1 milliard de dollars.

V. Montant des financements disponibles

59. Le Fonds a reçu un montant record en 2017. Un montant total de 512,1 millions de dollars a été annoncé en 2017. Au 31 décembre de cette même année, 481,3 millions avaient été reçus (y compris les 14,3 millions reçus en 2016), et 33,3 millions ont été reçus en 2018. Le montant total des contributions reçues pour 2017 s'élève à 514,6 millions, soit plus que le montant annoncé, en raison des gains de change. Cinquante-six États membres et observateurs, une autorité régionale et des donateurs du secteur privé, dont deux fondations, ont contribué au Fonds en 2017. Afin d'aider le Fonds à répondre aux besoins humanitaires, les donateurs suivants ont versé des contributions d'un montant total de près de 100 millions de dollars, en plus des contributions initiales qu'ils avaient annoncées pour 2017 : l'Allemagne, l'Andorre, le Chili, l'Espagne, l'Irlande, l'Islande, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède et la Suisse. En outre, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017, 0,6 millions de dollars ont été versés en règlement d'annonces de contributions faites précédemment, et 6,8 millions de dollars ont été avancés pour 2018 par neuf donateurs.

60. Environ 98 % des contributions allouées au Fonds en 2017 provenaient des 20 principaux donateurs (voir annexe II). La contribution la plus importante a été versée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, suivi de l'Allemagne, de la Suède, des Pays-Bas et de la Norvège. Cinquante-six États Membres et observateurs ont contribué au Fonds en 2017, contre 50 en 2016.

61. Quatre pays (le Myanmar, le Pérou, le Sri Lanka et le Viet Nam) ont reçu un financement et versé des contributions en 2017, ce qui atteste de leur solidarité à l'égard du Fonds.

62. De sa création en 2005 à 2017, le Fonds a reçu plus de 5 milliards de dollars de contributions en tout, émanant de 126 États Membres et observateurs, de trois autorités régionales, ainsi que de fondations, d'entreprises et de particuliers. Leurs généreuses contributions ont permis au Fonds de répondre de manière efficace et rapide aux diverses situations d'urgence humanitaire dans 100 pays.

VI. Avenir du Fonds

Portée du Fonds sur le plan humanitaire, en 2017 et au-delà

63. En 2017, le Fonds a permis d'éviter la famine, de mettre en place les premières mesures d'urgence après le passage d'ouragans, d'attirer l'attention sur les crises oubliées et d'envoyer de l'aide dans les régions touchées. Le Fonds a atteint un niveau de financement record en 2017, ce qui atteste de la confiance qu'il suscite tant du point de vue de son importance que de ses résultats et qui est encourageant en vue d'atteindre l'objectif de financement de 1 milliard de dollars.

64. L'objectif de collecte de fonds que l'Assemblée générale avait fixé pour le Fonds en 2006 n'est plus adapté à l'ampleur des crises qui frappent le monde aujourd'hui. Au niveau mondial, les besoins de financement de l'action humanitaire ont explosé, passant de 5 milliards de dollars en 2006 à 24 milliards en 2017. Le Secrétaire général a demandé que le financement annuel du Fonds soit porté à 1 milliard de dollars d'ici à 2018, et l'Assemblée générale a appuyé cet objectif dans sa résolution 71/127.

65. S'il disposait d'un capital de 1 milliard de dollars, le Fonds pourrait étendre son influence, tout en préservant l'importance, la portée et la célérité de ses interventions. Il pourrait ainsi continuer de mener à bien la mission de sauver des vies que l'Assemblée générale lui a confiée. Le financement du Fonds s'est réduit de plus en plus au fil des ans. En 2017, l'appui du Fonds a été sollicité à l'extrême, étant donné qu'il a fallu verser des financements rapides et catalytiques pour des interventions d'urgence et des opérations vitales dans des pays confrontés à la famine ou proches de la famine. En raison du nombre considérable de demandes et du peu de ressources disponibles, il est devenu nécessaire pour le Fonds de réduire les montants alloués aux différentes crises. Le Fonds doit être renforcé pour pouvoir s'adapter à la demande croissante.

Le Fonds et le pacte relatif au financement de l'action humanitaire

66. Le Fonds est bien placé pour jouer un rôle de catalyseur dans l'amélioration du système humanitaire et il incarne nombre d'aspirations du pacte relatif au financement de l'action humanitaire. Le Fonds joue également un rôle actif dans les processus du pacte et continue de rechercher des moyens de tirer parti de la mise en œuvre de ses engagements. On trouvera ci-après les principales contributions du Fonds au pacte.

67. **Généralisation de l'utilisation et de la coordination des programmes d'aide en espèces.** Le Fonds finance de longue date des interventions en espèces lorsque celles-ci sont jugées prioritaires par les partenaires nationaux. Il fait en sorte de pouvoir fournir une aide en espèces à tout moment et a récemment modifié ses modèles de présentation de demandes et d'établissement de rapports pour permettre un meilleur suivi et une meilleure analyse de la programmation des transferts d'espèces dans le cadre des projets qu'il finance. Le Fonds a également élaboré des directives supplémentaires visant à appuyer la prise en compte des interventions en espèces dans les demandes qui lui sont envoyées.

68. **Réduction des doubles emplois et des coûts de gestion.** Sous la direction des coordonnateurs résidents et des coordonnateurs de l'action humanitaire, le

financement est hiérarchisé, planifié et mis en œuvre conjointement par les partenaires nationaux dans le cadre d'une stratégie intersectorielle commune, ce qui rend l'intervention humanitaire plus cohérente et réduit le risque de doubles emplois. Le Fonds a également réduit ses coûts de gestion d'un tiers (de 3 à 2 %) en juin 2016. Pour la seule année 2017, cette réduction a permis de libérer 4,2 millions de dollars pour financer de nouveaux programmes.

69. Amélioration des évaluations conjointes et impartiales des besoins. Les propositions de financement doivent être classées par ordre de priorité d'après une stratégie d'adaptation commune et étayées par des évaluations communes des besoins. Le Fonds encourage les partenaires humanitaires à mener des évaluations communes des besoins, en veillant à ce que les financements répondent aux besoins humanitaires les plus urgents.

70. Révolution en matière de participation. Le Fonds encourage la participation des bénéficiaires de l'aide humanitaire à sa conception et à sa mise en œuvre. Il demande systématiquement, tout au long de son cycle de programmation, des informations sur les différents aspects de la responsabilité à l'égard des populations touchées. Ainsi, le secrétariat reçoit en retour des informations sur la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de la responsabilité à l'égard des victimes pour les projets financés par le Fonds et des analyses périodiques peuvent être effectuées à cet égard.

71. Réduction de la préaffectation des contributions des donateurs. Depuis sa création, le Fonds a fourni 5 milliards de dollars à l'assistance humanitaire dans 100 pays au moyen de contributions non préaffectées entièrement modulables. Consciente qu'il importe de disposer de davantage de contributions non préaffectées et modulables, l'Assemblée générale a approuvé l'augmentation à 1 milliard de dollars de l'objectif de financement annuel du Fonds.

Diversification et renforcement de la base de donateurs

72. Un niveau historique a été enregistré dans le financement du Fonds en 2017, lequel a pour la première fois dépassé les 500 millions de dollars. Toutefois, cette somme est bien inférieure à l'objectif de financement annuel d'un milliard de dollars approuvé par l'Assemblée générale, et qui doit entrer en vigueur en 2018. À ce jour, une grande partie des financements est assurée par un groupe restreint de donateurs. En 2017, 457 millions de dollars ont été versés par les 10 principaux donateurs, ce qui représente près de 90 % de l'ensemble des contributions reçues. Cette dépendance vis-à-vis des 10 principaux donateurs met le Fonds dans une position vulnérable si les politiques nationales ou les taux de change fluctuent.

73. Le secrétariat du Fonds s'est toujours efforcé de diversifier les donateurs et d'élargir sa base, tout en préservant les financements versés par ses principaux soutiens, voire en les augmentant. Le Fonds a besoin d'un appui supplémentaire de la part d'un large éventail d'États membres, d'observateurs et d'entités régionales et privées pour attirer les fonds nécessaires pour fournir une aide d'urgence aux personnes prises au piège dans les situations de crise.

Annexe I

A. Fonds central pour les interventions d'urgence – subventions : état des résultats financiers pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017^a

(En dollars des États-Unis)

Produits	
Contributions volontaires ^b	592 376 537
Autres transferts et subventions	51 088
Produits divers ^c	13 012 665
Produit des placements ^d	1 757 469
Total des produits	607 197 759
Charges	
Subventions et autres transferts	409 784 494
Frais de fonctionnement diverse	7 824 267
Total des charges	417 608 761
Excédent/(déficit) sur l'année	189 588 998

B. Fonds central pour les interventions d'urgence – subventions : état des variations de l'actif net pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017^a

(En dollars des États-Unis)

	<i>Actif net</i>
Actif net au 31 décembre 2016	229 386 276
Variations de l'actif net	
Excédent/(déficit) sur l'année	189 588 998
Total des variations de l'actif net	189 588 998
Actif net au 31 décembre 2017	418 975 274

^a Les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.

^b Représente les contributions volontaires conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public. Voir annexe II pour les contributions annoncées.

^c Représente le montant net des gains de change.

^d Comprend le montant net de 235 432 dollars (produit de placements) issu de la composante prêts du Fonds central pour les interventions d'urgence conformément à la résolution 66/119 de l'Assemblée générale.

^e Comprend les dépenses d'appui aux programmes (Nations Unies) s'élevant à 8 111 335 dollars.

Annexe II

Fonds central pour les interventions d'urgence – subventions : montant des contributions annoncées pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017

(En dollars des États-Unis)

<i>Contributeur</i>	<i>Contribution annoncée^a</i>
États Membres et observateurs	
Afrique du Sud	487 257
Allemagne	82 510 869
Andorre	23 867
Arabie saoudite	150 000
Arménie	5 000
Australie	8 184 524
Belgique	13 572 204
Bhoutan	1 500
Bulgarie	20 000
Canada	22 528 736
Chili	40 000
Chine	500 000
Chypre	11 662
Colombie	112 500
Côte d'Ivoire	10 000
Danemark	14 351 320
Émirats arabes unis	1 250 000
Espagne	3 424 476
Estonie	108 696
États-Unis d'Amérique	5 000 000
Fédération de Russie	1 500 000
Finlande	7 423 118
Inde	500 000
Indonésie	220 000
Irlande	24 039 332
Islande	756 125
Italie	2 322 880
Japon	1 402 809
Kazakhstan	50 000
Koweït	1 000 000
Liechtenstein	197 239
Lituanie	21 482
Luxembourg	4 811 715
Monaco	53 362
Myanmar	10 000
Norvège	53 426 148

<i>Contributeur</i>	<i>Contribution annoncée^a</i>
Nouvelle-Zélande	2 136 752
Pakistan	10 000
Pays-Bas	73 410 414
Pérou	4 006
Philippines	50 000
Portugal	105 380
Qatar	1 000 000
République de Corée	4 000 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	99 339 278
Saint-Marin	2 370
Singapour	50 000
Slovaquie	60 155
Sri Lanka	5 000
Suède	74 481 519
Suisse	5 986 439
Tchéquie	39 246
Thaïlande	20 000
Turquie	450 000
Viet Nam	10 000
Ordre souverain de Malte	1 000
Total (États Membres et observateurs)	511 188 380
Autorités régionales et locales	
Gouvernement flamand (Belgique)	636 943
Total (autorités régionales et locales)	636 943
Divers	
Al Jisr Foundation	250 000
Waterloo Foundation	13 193
Dons de particuliers effectués par l'intermédiaire de la Fondation pour les Nations Unies (inférieurs à 10 000 dollars)	51 088
Dons de particuliers effectués hors la Fondation pour les Nations Unies (inférieurs à 10 000 dollars)	6 855
Total (autres)	321 135
Total	512 146 458

^a Les contributions indiquées sont celles annoncées par les donateurs pour l'année et diffèrent du montant inscrit au titre des produits conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public. Les montants reçus peuvent être différents des contributions initialement annoncées en raison des fluctuations des taux de change.

Annexe III

Montant total des subventions accordées par le Fonds central pour les interventions d'urgence entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017

(En dollars des États-Unis)

<i>Pays ou territoire</i>	<i>Guichet interventions rapides</i>	<i>Guichet financement insuffisant</i>	<i>Total</i>
Somalie	15 033 541	17 959 294	32 992 835
Nigéria	9 889 471	21 997 157	31 886 628
Soudan	15 456 560	14 169 983	29 626 543
Éthiopie	28 512 690		28 512 690
République démocratique du Congo	26 564 545		26 564 545
Yémen	25 553 107		25 553 107
Bangladesh	24 164 854		24 164 854
République centrafricaine	6 000 028	9 995 626	15 995 654
Soudan du Sud	15 524 589		15 524 589
Ouganda		14 986 704	14 986 704
Tchad	3 561 841	10 994 963	14 556 804
République populaire démocratique de Corée	6 351 013	5 996 745	12 347 758
Madagascar	4 999 601	5 960 822	10 960 423
Angola	10 545 508		10 545 508
Kenya	10 329 268		10 329 268
Niger		10 058 848	10 058 848
Cameroun		10 005 413	10 005 413
Iraq	10 000 001		10 000 001
Afghanistan		9 996 905	9 996 905
Cuba	7 999 469		7 999 469
Sri Lanka	7 196 273		7 196 273
Mali		6 905 824	6 905 824
Myanmar	6 526 848		6 526 848
Libye	357 812	5 997 815	6 355 627
Pérou	5 167 962		5 167 962
Népal	4 787 881		4 787 881
Congo	4 371 548		4 371 548
Territoire palestinien occupé	4 238 419		4 238 419
Viet Nam	4 213 259		4 213 259
Burundi	3 500 011		3 500 011
Dominique	3 011 838		3 011 838
Philippines	2 477 274		2 477 274
Antigua-et-Barbuda	2 154 461		2 154 461
Mozambique	2 000 095		2 000 095
Zimbabwe	1 585 201		1 585 201
Mongolie	1 107 613		1 107 613
Total	273 182 581	145 026 099	418 208 680

Note : Le montant total des fonds alloués figurant dans la présente annexe est celui qui a été approuvé par le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence.

Annexe IV

A. Fonds central pour les interventions d'urgence – prêts : état des résultats financiers pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017^a

(En dollars des États-Unis)

Produits	
Produit des placements ^b	–
Total	–
Charges	
Total	–
Excédent sur l'année	–

^a Les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.

^b Comprend le montant net de 235 432 dollars (produit de placements) issu de la composante subventions du Fonds central pour les interventions d'urgence conformément à la résolution 66/119 de l'Assemblée générale.

B. Fonds central pour les interventions d'urgence – prêts : état des variations de l'actif net pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017^a

(En dollars des États-Unis)

	<i>Actif net</i>
Actif net au 31 décembre 2016	30 000 000
Variations de l'actif net	
Excédent sur l'année	–
Total des variations de l'actif net	–
Actif net au 31 décembre 2017	30 000 000

^a Les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.

Annexe V

Prêts octroyés par le Fonds central pour les interventions d'urgence entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017

(En dollars des États-Unis)

<i>Organisme</i>	<i>Pays/région</i>	<i>Année de décaissement</i>	<i>Montant</i>
Encours des prêts consentis au 1^{er} janvier 2017			
UNICEF	Haïti	2016	8 000 000
Total			8 000 000
Prêts décaissés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017			
FAO	Somalie	2017	22 000 000
UNRWA	Territoires palestiniens occupés (Cisjordanie et Gaza, y compris Jérusalem-Est occupée), Jordanie, Liban et République arabe syrienne	2017	20 000 000
Total			42 000 000
Prêts remboursés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017			
UNICEF	Haïti	2016	4 000 000
FAO	Somalie	2017	22 000 000
Total			26 000 000
Encours des prêts consentis au 31 décembre 2017			
Total			24 000 000

Abréviations : FAO, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; UNICEF, Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNRWA, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.